

AGIR

Le des journal
communistes
à l'entreprise

Numéro 4 • 10 décembre 2020

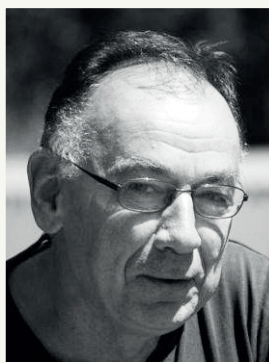
Edito

La faute au Covid ? NON, la faute au capital !

Macron annonce une crise très dure. Mais, prétend-il, c'est la faute du Covid. Un gros mensonge, qui a pour but la résignation à la politique de classe violente qu'il prépare avec le Medef, et d'empêcher la mise en cause du capitalisme.

Danone, Engie, Total, Renault, G.E., Bridgestone, Vallourec, Nokia, SKF, IBM ... victimes du Covid ? Non, ils saisissent le moment pour appliquer des décisions mijotées avant.

L'épidémie de Covid n'a pas causé la crise ; elle a aggravé une crise déjà entamée, « *une crise du capitalisme financiarisé qui n'en est qu'à ses premiers développements* » déclarait le congrès du PCF il y a 2 ans, alertant sur la « *nouvelle catastrophe* » qui s'annonçait. Et qui est là.



Nicolas Marchand
Pour la commission
Entreprises et activité
en direction des lieux
de travail du PCF

AGIR se veut une publication utile à la réflexion et à l'action. Construisons là ensemble. Envoyez vos contributions, avis, critiques sur entreprises@pcf.fr

Cette situation confronte le mouvement populaire à 2 urgences : résister et définir une perspective de mise en cause radicale et réaliste du capitalisme. Un défi nouveau pour tout projet de gauche. Le PCF entend le relever.

Sa campagne face au tsunami du chômage associe des exigences immédiates de sécurisation et de pouvoirs, à une visée révolutionnaire : éradiquer le chômage, avec un système de sécurité d'emploi ou de formation.

La situation appelle à contester le pouvoir du capital, à remettre en cause sa domination: l'action politique transformatrice doit donc investir tous ses champs de pouvoir : l'État, et tout autant les entreprises et les banques.

Ils ont contribué à ce numéro :

Baptiste Bauza, Jean Chambon, Christophe Grassullo, Pascal Joly, Nicolas Marchand, Fred Mellier, Aymeric Séassau.

DANONE :

Déclaration de **Fabien Roussel**, Secrétaire national du PCF

Dans les pas de nombreux grands groupes, Danone vient d'annoncer un plan de licenciements touchant 2.000 emplois dans le monde, dont 500 en France.

Cela accompagne une restructuration du groupe à des fins strictement financières, alors qu'il devrait se donner pour objectifs une production responsable, répondant aux besoins populaires, et la sécurité alimentaire.

Cette multinationale, dont le bénéfice a dépassé les 2,5 milliards en 2019, n'est pas en péril financier.

Mais ses directions successives travaillent depuis longtemps à réorienter leur stratégie. Avec une boussole : le cours de l'action et sa rentabilité !

Le PCF est évidemment aux côtés des salariés et de leurs organisations syndicales. Il porte plus que jamais l'idée de nouveaux pouvoirs pour les salariés, permettant de modifier radicalement les critères de gestion, les choix de production, de favoriser l'emploi et la formation, plutôt que la rentabilité financière immédiate.



RÉFORME DES RETRAITES ? Oui mais pas celle-là

La réforme Macron est différée, pas abandonnée. Si on ne peut être que satisfait du recul, il n'en demeure pas moins que les objectifs restent affichés. En effet ce recul, s'il est le fruit de la mobilisation, n'est que tactique. Les marchés financiers veulent cette réforme.

Bruno Le Maire pour qui la réforme est une « priorité absolue », précise qu'il « faut faire les choses les unes après les autres ». Bref ce n'est que partie remise.



Alors que notre pays traverse une crise économique et sanitaire majeure, que les plans sociaux se multiplient du fait des choix de gestion des multinationales et que la pauvreté s'incruste dans nos villes et nos campagnes, ils ne rêvent que d'une chose : aller au bout de cette réforme.

Avec la réforme Macron, tous les salarié·e·s seraient perdant, contraints à travailler plus longtemps, avec des pensions non garanties, basées sur des points pouvant baisser, et l'obligation de se tourner vers les assurances. Seul gagnant : le grand capital, (fonds de pensions, compagnies d'assurance).

Une réforme est nécessaire, mais rien ne justifie un retour vers le 19e siècle. L'allongement de la durée de la vie n'est pas un problème, c'est une chance, pour un immense progrès de civilisation.

Le PCF propose un système de retraites unifié, en progrès sur l'actuel et plus juste : droit à la retraite à 60 ans, ou dès

55 ans selon la pénibilité des métiers; sur la base de 75 % du revenu des 10 meilleures années de travail, aucune pension ne pouvant être inférieure au SMIC. Pour financer nous pouvons entre autre faire cotiser les revenus du capital, mais d'autres pistes existent comme la modulation des cotisations sociales, l'égalité salariale, l'éradication du chômage par une sécurité d'emploi et ou de formation.

L'ENTREPRISE EST AU CŒUR DE L'AFFRONTEMENT DE CLASSE



Baptiste BAUZA

Responsable du collectif national
des cheminot.e-s communistes

L'entreprise est au cœur de l'affrontement de classe. Les communistes se donnent comme objectif de construire avec les travailleurs les conditions du rapport de forces visant le dépassement du capitalisme.

Les cheminot.es communistes ont décidé de réactiver leur collectif national pour aider à coordonner leurs activités sur tout le territoire.

Depuis des années, la conjonction des politiques nationales poussées par les gouvernements successifs et des directives de libéralisation de l'Union Européenne ont démantelé les entreprises publiques et favorisé la concurrence privée et les intérêts qui s'y attachent. Ces politiques, sous prétexte de répondre aux demandes des usagers de disposer de plusieurs choix, ont une seule ambition : casser les monopoles publics et reconstituer à terme des oligopoles privés.

A chaque fois, les cheminot.es, mobilisés avec leurs organisations syndicales, pour contrer ces mauvais coups, ont proposé une autre voie pour le service public ferroviaire, basée sur les besoins des populations : des combats aujourd'hui confortés par les conséquences de la pandémie.

Seule une entreprise publique, soutenue par l'Etat, peut organiser un maillage du territoire, engager une politique qui favorise la réponse aux besoins des usagers, des populations, du tissu industriel territorial.

La crise sanitaire, sociale et politique, a mis en exergue la nécessité de reconquérir des pans de souveraineté nationale en relocalisant des activités industrielles essentielles au fonctionnement de la société. Elle a fait grandir l'exigence du développement des services publics pour répondre aux besoins du pays. Couplée à la crise climatique, elle appelle des solutions nouvelles, notamment une politique ambitieuse de transport public, de voyageurs et de marchandises, au service de l'aménagement des territoires.

Depuis l'ouverture du fret ferroviaire à la concurrence, celui-ci subit une baisse significative dans la part modale du transport de marchandises. Cela montre la nocivité d'organiser la production des transports sur des critères privés, capitalistes, essentiellement tournés vers la rentabilité financière au détriment de l'intérêt général. Seule une entreprise publique, soutenue par l'Etat, peut organiser un maillage du territoire, engager une politique qui favorise la réponse aux besoins des usagers, des populations, du tissu industriel territorial.

Les communistes et leurs élu.es portent ces enjeux dans tous les lieux de pouvoir ; ces combats menés par notre Parti doivent être relayés auprès des cheminot.es, démontrant ainsi son utilité pour accompagner les luttes et montrer qu'il existe d'autres solutions que les recettes libérales qui nous conduisent dans le mur.

Le collectif national des cheminots communistes s'est fixé de premiers objectifs :

- ➔ faire le point sur la structuration des cheminot.es dans le parti et travailler à organiser des structures en proximité
- ➔ assurer une sortie régulière de notre journal « Rail com » dont le nouveau numéro sort en décembre et assurer sa diffusion
- ➔ réfléchir aux initiatives, propositions des cheminot.es dans le cadre des élections régionales.



FILIÈRE AUTOMOBILE : des propositions alternatives à la casse

Fabien Roussel, qui poursuit son tour de France des entreprises, a rencontré les salariés de JTEKT Irigny en lutte contre la suppression de 762 emplois et la délocalisation des productions et d'une partie de la R&D. Il a dénoncé ce groupe qui délocalise et détruit l'emploi alors qu'il a perçu 51 millions de fonds publics :

tout versement de fond public doit faire l'objet d'engagements en matière d'emploi, de formation, d'investissements et de protection de l'environnement. Sinon, qu'ils remboursent !

Il a appuyé la demande de la CGT à B. Le Maire pour qu'il défende des alternatives : refus des délocalisations, maintien de la production des directions pour les véhicules vendus en France par Renault et PSA et faire d'Irigny, le site référent pour les directions spécifiques aux voitures électriques des deux groupes qui en produiront plus de 100 000 en 2021.

Cela suppose des coopérations étroites entre l'équipementier et les deux constructeurs pour produire en France, un véhicule électrique populaire qui réponde au droit des populations à la mobilité durable. Des moyens humains et financiers sont incontournables pour de tels projets novateurs et imposer au capital les réponses sociales nécessaires à leur réalisation. Pour JTEKT comme pour Renault ou PSA, il faut non pas détruire mais au contraire sauvegarder et développer l'emploi, les compétences et la R&D.

L'État actionnaire de Renault, doit faire connaître son refus des dégâts que JTEKT va provoquer dans la filière et les territoires et soutenir ces propositions alternatives. Ainsi les communistes s'emploient à faire vivre, dans la résistance à la casse, des propositions alternatives fondées sur l'emploi, les êtres humains contre le coût du capital. Des propositions inscrites dans la perspective d'une sécurité d'emploi et de formation réalisant l'éradication du chômage, avec des pouvoirs décisionnels des salariés et une autre utilisation de l'argent des entreprises, des banques, comme de l'Etat.

Jean Chambon
Secrétaire de la section
de Pierre-Bénite (69)



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____